

## **Un trou noir dans la galaxie : la compétence opératoire dans les recherches en communication**

**Bertrand Labasse**, Université d'Ottawa

### **Résumé**

*Le champ de la communication pourrait se distinguer des autres par une réticence particulièrement profonde vis-à-vis des problématiques appliquées. Après avoir examiné certaines observations empiriques permettant de considérer la contribution des recherches aux attentes praticiennes, cet article se propose d'étudier la distance entre les unes et les autres sous le double éclairage de la construction épistémologique de ce champ et des théories de l'expertise. Dans un troisième temps, on s'interrogera sur les éléments pouvant singulariser le domaine de la communication par rapport à d'autres puis, au sein de ce dernier, sur l'existence de spécificités géographiques ou linguistiques dans les approches universitaires de l'expertise communicationnelle.*

**Mots-clés :** Communication, journalisme, rédactologie, expertise, méthodes, recherche appliquée, épistémologie, sociologie des sciences et techniques.

### **Introduction**

Il est des mots qui s'accordent mal. C'est en particulier le cas des termes « communication » et « appliquée ». Une rapide recherche de « communication appliquée » sur cinq bases ou

index de publications savantes<sup>1</sup> ne relève, du reste, qu'un total de 59 cooccurrences, soit beaucoup moins que « géographie appliquée » (1 154 cooccurrences), « linguistique appliquée » (13 160), « psychologie appliquée » (2 815) ou « sociologie appliquée » (470). Même des voisinages aussi improbables que « histoire appliquée » (85) ou « ethnologie appliquée » (88) s'avèrent sensiblement plus fréquents, alors que la communication est réputée occuper dans la vie économique et sociale une présence plutôt supérieure à celle de ces deux disciplines. À titre de comparaison - toute aussi heuristique - une recherche limitée aux résumés de l'index Scopus relève, pour le couple « applied communication » une fréquence (3 330) comparable à celles d'« applied geography » (3 093) ou « applied linguistics » (4 191) et bien supérieure à celle d'« applied sociology » (1 264) ou « applied ethnology » (718).

Des relevés aussi sommaires ne possèdent évidemment qu'une portée limitée<sup>2</sup>, mais ils incitent à s'interroger sur le statut de l'expertise praxéologique - tant globalement qu'à l'échelle francophone - dans un champ qui forme chaque année un très grand nombre de praticiens. S'intéresser aux rapports entre la communication comme domaine de connaissance et la communication comme pratique sociale peut en effet contribuer non seulement au débat épistémologique interne à cette discipline (ou interdiscipline, ou métadiscipline...), mais aussi à l'étude plus générale des processus de construction et de

---

<sup>1</sup> Recherche effectuée en août 2011 sur les collections ou index Cairn, Francis, Jstor, Persée et Revues.org.

<sup>2</sup> Outre que la recherche de cooccurrences n'implique pas que les termes soient assemblés dans une locution (collocation), l'ampleur du champ sémantique de « communication » et ses possibilités d'apposition diffèrent à l'évidence de ceux, par exemple, d'« ethnologie ». Toutefois, la première remarque, qui s'applique à tous les termes recherchés, n'affecte pas vraiment leur comparaison, tandis que la seconde pourrait être plus favorable - et non moins favorable - à la probabilité de rencontrer « communication » suivie d'« appliquée ». Elle peut, en revanche, affecter la portée de la comparaison entre les deux langues.

négociation de l'expertise, notamment dans la perspective ouverte par Collins et Evans (2002, 2007).

Bien que l'évocation d'un « fossé » entre le champ des recherches en communication et celui des pratiques soit assez fréquente, cette déploration reste largement discursive et assez peu documentée. Peut-on observer les traces concrètes d'une telle disjonction et, si c'est bien le cas, dans quelle mesure peut-on caractériser celle-ci en fonction d'éventuelles spécificités épistémologiques (disciplinaires, historiques, voire géographiques) ?

En s'attachant en priorité aux activités de production discursive les plus couramment associées aux formations universitaires dans ce domaine (communication externe et interne, journalisme, rédaction spécialisée...), cet article se propose, dans un premier temps, d'examiner certaines observations empiriques de première ou de seconde main permettant de considérer la contribution des recherches aux attentes praticiennes. La distance relevée entre les unes et les autres sera ensuite considérée sous le double éclairage de la construction épistémologique de ce champ et des théories de l'expertise. Enfin, dans un troisième temps, on s'interrogera, dans une optique plus directement comparatiste (mais nécessairement plus spéculative) sur les éléments pouvant singulariser le domaine de la communication par rapport à d'autres puis, au sein de ce dernier, sur l'existence de spécificités géographiques ou linguistiques dans les approches universitaires de l'expertise communicationnelle.

Précisons que la notion d'« expertise » ne se confond pas ici avec l'habileté, les performances ou même avec l'expérience professionnelle (bien qu'elle soit étymologiquement liée à celle-ci), pas plus qu'elle ne relève, à l'inverse, de l'érudition académique. A l'interface de ces deux pôles, elle en forme un troisième - à l'instar de l'ingénierie entre sciences et techniques - où la résolution ou l'approfondissement de problèmes

« pratiques » peut tirer parti de connaissances et d'approches d'ordre scientifique.

### **L'expertise communicationnelle en pratique**

Comme on l'a dit, l'extrême rareté du voisinage entre « communication » et « appliquée » dans les publications savantes francophones n'exclut en rien la possibilité qu'existe, dans une langue ou dans une autre, un domaine de l'expertise robuste et dynamique où des attentes profanes puissent recevoir des réponses, sinon positives, du moins épistémologiquement légitimées. On peut toutefois aborder la question par l'autre face, en observant dans quelle mesure les praticiens de la communication mobilisent des savoirs issus ou dérivés des recherches universitaires dans ce champ. Or, de ce point de vue, les observations empiriques ne manquent pas.

C'est notamment le cas du journalisme. À l'évidence, cette pratique professionnelle exigeante, en butte à de constantes difficultés, est directement dépendante de sa capacité à capter un monde complexe et à en rendre compte pour des publics critiques et de plus en plus indifférents dans un contexte de concurrence attentionnelle de plus en plus rude. On peut donc imaginer que des connaissances avancées sur ce processus, depuis l'amont (la sélection et le traitement des informations) jusqu'à l'aval de celui-ci (la compréhension de l'audience), lui seraient précieuses pour préserver sa valeur sociale et économique. Or, tous les chercheurs qui s'y sont intéressés (par exemple Bell 1991 ; Cottle 2000 ; DeWerth-Pallmeyer 1997 ; Le Bohec 2000 ; Rieffel 2001 ; Ruellan 1993 ; Schlesinger 1978) ont souligné l'absence ou l'extrême fragilité des connaissances qui sembleraient nécessaires, y compris sur des questions aussi cruciales que celle de l'audience. Les praticiens, notamment ceux qui ont assumé des responsabilités éditoriales, ne sont du reste pas les derniers à relever cette méconnaissance avec effarement ou fatalisme (par exemple Douël 1981 ; Du Roy 1991 ; Heyward 1997 ; Servan-Schreiber 1973).

Ce constat peut s'élargir à bien d'autres pratiques professionnelles auxquelles conduisent les formations en communication. Un dépouillement systématique de cinquante manuels de rédaction professionnelle, couvrant non seulement la sphère du journalisme, mais aussi celle de la communication des organisations et celle de la rédaction technique et scientifique a ainsi permis d'inventorier l'ensemble des connaissances déclaratives et opératoires mentionnées dans ces ouvrages techniques, dont un bon nombre servent de support à des cours ou en sont issus. Pour résumer assez abruptement cette étude - dont nous avons déjà assez largement exposé les détails par ailleurs<sup>3</sup> - on se bornera à noter que celle-ci révèle un dénuement d'une ampleur insoupçonnée. Ce dénuement est d'ordre didactique et technique (une bonne part des préceptes et recettes, inchangés depuis plus d'un demi-siècle, sont, soit obsolètes ou erronés, soit très discutables en pratique) mais aussi d'ordre scientifique. Alors que les notices biographiques des auteurs témoignent dans plus des deux tiers des cas d'un lien avec l'enseignement supérieur (souvent comme chargés de cours, parfois comme professeurs), l'influence sur ces ouvrages des recherches universitaires de ce même demi-siècle semble quasiment nulle. Les rares allusions à des travaux scientifiques sont puisées aux champs de la linguistique (essentiellement Saussure ou Jakobson) et des sciences de l'information et de la communication (essentiellement Shannon ou Lasswell), mais ces inserts quantitativement modestes apparaissent plus souvent comme des cautions symboliques que comme des apports conceptuellement mobilisés. De fait, les modèles de Jakobson ou de Shannon - indépendamment de leur âge et de la question de leur portée intrinsèque - sont pour le moins difficiles à inscrire dans une perspective pratique, même en les sollicitant bien au-delà de ce que les écrits originaux semblaient permettre. Ainsi peut-on supposer que ceux-ci ne sont recrutés pour des manuels ou des cours que faute de modèles pédagogiquement et praxéologiquement plus pertinents : loin de pouvoir satisfaire les besoins de structuration des

---

<sup>3</sup> Voir notamment Labasse 2006 et Labasse 2009.

formateurs, leur invocation plus ou moins artificielle souligne au contraire l'âpreté de ces besoins.

Dans le monde des entreprises, le même appétit de repères structurants peut se reconnaître à l'omniprésence des pseudosciences, en particulier la « programmation neurolinguistique » étudiée par Winkin (1996), qui sature les séminaires de formation continue, aux cotés d'autres « spécialités » plus récentes comme le « décryptage » de la communication non-verbale (Lardellier 2008). À un niveau hiérarchique plus élevé, celui des directeurs de la communication, brillent les pourvoyeurs d'études qualitatives et d'approches telles que les sociostyles mis au point par le célèbre « Centre de communication avancée ». Si l'on peut n'y voir que les « gourous bariolés d'une sociologie de bazar » (Benguigui 1980<sup>4</sup>) ou des « marchands d'illusions [...parés] de toute la magie d'une méthodologie et d'une terminologie d'allure hautement scientifique » (Bourdieu 1987, 219), ceux-ci n'en occupent pas moins une place dont la sphère scientifique est tenue - ou se tient - le plus souvent à l'écart.

Bien entendu, le périmètre même que l'on assigne à cette sphère influe directement sur le bilan que l'on peut en tirer, de même que le sens que l'on donne à l'expression « recherche appliquée ». Ainsi, les études de marché, études d'audience ou études d'image, pour ne citer qu'elles, pourraient-elles être considérées comme faisant partie de cette dernière. C'est notamment le cas aux États-Unis, où la plus grande élasticité de cette locution pourrait partiellement expliquer le taux plus élevé d'occurrences anglaises relevé plus haut (bien que notre corpus ait été, en principe, restreint aux publications savantes). La présente étude se consacrant aux rapports entre la sphère académique et les pratiques professionnelles, la « science » et la « recherche », appliquées ou non, auxquelles on se réfère prioritairement ici sont celles qui impliquent usuellement une prise en compte - ou au moins une connaissance sommaire - des

---

<sup>4</sup> Cit. in Valette-Florence, 1994, p.11.

travaux antérieurs pertinents, un appareil analytique ou démonstratif explicite et une diffusion publique des résultats, normalement après contrôle par les pairs.

En appliquant de tels critères avec une certaine souplesse, il est possible de relever çà et là des tentatives de surmonter le fossé entre sciences et pratiques, à l'initiative de chercheurs, de praticiens, d'organismes privés ou parfois publics. Celles-ci sont plus fréquentes dans certaines spécialités, comme la communication interpersonnelle et les relations publiques, que dans d'autres, comme le journalisme<sup>5</sup>, mais, ainsi qu'on l'a vu, bien peu de cette production hétérogène et plus ou moins sporadique semble parvenir jusqu'aux praticiens effectifs (c'est-à-dire ici les professionnels effectivement affectés aux activités de production discursive<sup>6</sup>). Dans sa globalité, la réalité des pratiques professionnelles montre surabondamment que les sciences de la communication et les disciplines connexes n'ont que peu ou pas contribué à irriguer leur objet d'étude<sup>7</sup>. On s'interrogera plus loin sur les diverses raisons d'une telle disjonction, mais on doit dès à présent soulever un point : ce fossé, banal dans sa nature (aucune science, même expérimentale, ne gère sans quelque inconfort ses rapports à la

---

<sup>5</sup> Signalons par exemple le Media Management Center, hébergé à la Northwestern University, auteur de nombreuses recherches quantitatives pertinentes (sans, cependant, jamais esquisser une revue de question préalable sur les problèmes qu'il abordait) ou, en France, le centre technique des éditeurs de presse (CNDI), qui n'était pas dans ce cas, mais a fermé ses portes au bout de quelques années fautes de ressources.

<sup>6</sup> Si, en revanche, on choisit, à l'instar de Céline Ségur (2007), de compter parmi les « praticiens » les directeurs d'études d'organisations publiques, parapubliques ou collectives oeuvrant dans le domaine de la communication - comme, en France l'Institut National de l'Audiovisuel - il va sans dire que la frontière du champ académique se présente comme beaucoup moins étanche, mais la capacité de ces spécialistes à alimenter les pratiques quotidiennes et les connaissances des producteurs reste très limitée.

<sup>7</sup> Sauf, peut-être, dans le cas assez particulier des nouvelles technologies, où une vague d'excitation collective, y compris universitaire, entretenue par des crédits de recherche généreux, a pu susciter des travaux plus instrumentaux qu'ailleurs.

pratique) mais singulier et peut-être exceptionnel dans ses proportions ne doit-il pas beaucoup aux praticiens eux-mêmes ? C'est, par exemple, ce que suggérait l'organisme français chargé de l'évaluation des universités et des disciplines qui, en renversant abruptement la perspective, regrettait que les commandes d'études et de conseils privés des entreprises de ce secteur « nourrissent très peu la recherche fondamentale et ne fournissent pas aux chercheurs des universités la valorisation matérielle et intellectuelle qu'on pourrait attendre. » (CNE 1993, 64). Si le propos trahit beaucoup plus le regret de laisser échapper un marché qu'un quelconque intérêt pour les besoins des champs professionnels (ce en quoi il contribue peut-être à éclairer ce qu'il déplore) il n'en reste pas moins que la question de la réceptivité de ces derniers reste posée.

Outre leur suspicion vis-à-vis des observations externes, la sphère de la communication commerciale, et plus encore celle du journalisme, sont en effet connues pour leur athéoricité. On peut certes, relever au sein de cette dernière des interpellations témoignant d'un « désir de science », par exemple « Au lieu de s'attaquer à une profession qui n'a plus qu'une peau de chagrin sur les os, nos censeurs feraient mieux de chercher ce qui mine vraiment les derniers quotidiens parisiens. » (Morot 2000, 15). Toutefois - outre que les entreprises elles-mêmes sont généralement peu enclines à soutenir financièrement un effort de recherche<sup>8</sup> - de telles exhortations ne prouvent pas que les praticiens soient prêts à accepter la contrepartie d'un approfondissement scientifique, lequel met nécessairement en jeu des notions moins péremptoires, parfois plus dérangeantes et toujours plus arides que le « faites des phrases courtes » des manuels. Revendiquée comme du pragmatisme, cette résistance à tout ce qui peut être perçu comme du jargon abstrait pourrait donc expliquer la disjonction constatée entre sciences et pratiques. Toutefois, si c'est bien là un facteur significatif, on

---

<sup>8</sup> Il existe cependant d'importantes différences régionales : aux États-Unis, par exemple, l'American society of newspapers editors a fréquemment soutenu ou initié des travaux de recherche appliquée.



doit pouvoir « contrôler cette variable » en observant des situations où elle ne joue pas.

### **La diffusion horizontale de l'expertise**

Les praticiens ne sont pas les seuls à rencontrer des problèmes d'ordre communicationnel et à tenter de les résoudre. C'est également le cas des chercheurs en sciences de la santé et en sciences de la nature, deux groupes dont aucun ne passe vraiment pour un adversaire de la démarche scientifique.

Les premiers sont notamment concernés par la production et la réception des documents médicaux et sanitaires, qu'il s'agisse de prévention (messages de santé publique, guides...) ou de traitement (diagnostics, prescriptions, formulaires de consentement, notices de médicaments...). Pour évaluer la pertinence de ces textes, ils font souvent appel à une notion largement présente dans les manuels évoqués plus haut : la lisibilité. Chez les praticiens de la communication, ce terme se réfère à une méthode d'évaluation textuelle fondée sur la longueur moyenne des phrases et des mots et supposée permettre de calculer l'adéquation d'un écrit pour un public donné. Or, si cette méthode permet plus ou moins d'estimer l'effort de lecture que demande un texte dans l'absolu, elle ne permet aucunement de prédire son intelligibilité<sup>9</sup>, et encore moins son adéquation à ses destinataires, laquelle fait intervenir de très nombreux facteurs, tant socioculturels que psycholinguistiques. Il est donc intéressant d'examiner comment la sphère médicale prend en compte la complexité de cette problématique.

Une recherche dans la base de publications médicales Medline limitée à une période de dix années (2000 à 2009

---

<sup>9</sup> Ainsi, la prose de Proust, dont la lisibilité est notoirement calamiteuse, peut-elle demander un effort de lecture très soutenu, tout en étant beaucoup plus claire que le mode d'emploi d'un magnétoscope ou les règles d'un jeu de société.

inclusivement) nous<sup>10</sup> a permis de relever 557 travaux comportant le terme *readability* au sein de leur titre ou de leur résumé, ce qui est considérable. Un premier tri sommaire permet d'estimer que près des trois quarts d'entre eux (n = 404) traitent effectivement de l'évaluation de l'adéquation des textes, les autres étant, soit consacrés à des problématiques différentes, comme la lisibilité des radiographies (n = 138), soit inexploitable (n = 16). Afin d'observer de façon plus précise l'usage qui est fait de l'analyse de lisibilité, le sens dont elle est investie et la crédibilité qui lui est accordée, l'ensemble des publications pertinentes et exploitables pour les années 2008 et 2009, soit 114 textes, ont été examinées en détail.

Pour plus des trois quarts de ces articles (n = 72), la lisibilité est directement assimilée à l'intelligibilité, par exemple : « For information directed at the public, it is important that understanding is not lost behind complex scientific vocabulary. Readability tests have been designed to indicate how difficult a reading passage is to understand. » (Roshan, Agarwal et England 2008, 602). Lisibilité et intelligibilité ne sont clairement distinguées que dans moins de trois pour cent des publications (n = 3), les autres adoptant une position intermédiaire (les formules de lisibilité ne calculeraient pas nécessairement l'intelligibilité mais permettraient de la prédire).

Indépendamment de la portée que l'on accorde à ces évaluations - qui sont rarement utilisées seules - se pose une autre question, celle-là d'ordre méthodologique et donc, en principe, familière aux chercheurs en sciences de la santé : la rigueur et la fiabilité statistique des mesures elles-mêmes. En effet, les formules traditionnelles sont affectées de problèmes bien connus : paramètres imprécis (donc peu reproductibles), sensibilité excessive aux anomalies de distribution, modèles statistiques discutables, etc. Or, près des

---

<sup>10</sup> Le dépouillement a été réalisé grâce à la collaboration de Yan Rucar, assistant de recherche.

deux tiers (n = 57) des auteurs ne manifestent pas la moindre inquiétude face à ces relevés, 31, dont ceux cités plus haut, mentionnent telle ou telle restriction sans remettre en cause leurs calculs et seuls 4 estiment ceux-ci peu ou pas concluants. Il est vrai que, si 5 ont préféré opérer un décompte manuel et si 11 ont eu recours à un logiciel d'analyse spécialisée, 45 se sont contentés de l'estimation - très approximative - que propose le logiciel Microsoft Word. Peut-être pour cette raison, 27 s'abstiennent purement ou simplement d'indiquer de quel instrument ou méthode sont issues leurs conclusions (ce que 4 d'entre eux tentent de compenser en précisant le logiciel de statistique qui a ensuite été utilisé pour les contrôler).

En d'autres termes, une large majorité de ces publications, bien que soumise à un comité de lecture et acceptée par lui, s'affranchit hardiment des « bonnes pratiques de recherche » des sciences de la santé, lesquelles impliquent notamment que les logiciels informatiques aient été testés et validés pour une utilisation scientifique<sup>11</sup>. Ce n'est certes pas le cas de Word, pour lequel plusieurs notes techniques (Microsoft Corporation 2006a, 2006b, 2007, etc.) préviennent au contraire de la grande variabilité des quantifications.

Ainsi, une problématique communicationnelle opératoire, telle que l'adéquation des documents à leur public, même lorsqu'elle est abordée dans une sphère traditionnellement fière d'une rigueur qu'elle oppose volontiers à celle des sciences « molles », semble se dissoudre dans un entre-deux qui, à l'instar des

---

<sup>11</sup> Cette norme est même érigée en obligation dans les « bonnes pratiques de laboratoire » qui visent notamment les essais des produits mis sur le marché. Par exemple : « Selon les Principes révisés de BPL [section II.1.2.(2g)], il incombe au Directeur de l'étude de s'assurer que les programmes logiciels ont été validés. La validation peut être effectuée par l'utilisateur ou le fournisseur, mais une documentation complète sur le processus doit être disponible et conservée dans les archives. Des modes opératoires normalisés doivent être disponibles [section II.7.4(2b)] dans les cas où la validation est faite par l'utilisateur. » (OCDE 2000 : 7)

« sociostyles », présente certains traits de la scientificité sans en avoir nécessairement l'essence.

Mais si la question de la lisibilité, et plus généralement de l'adéquation des messages, est particulièrement typique des préoccupations et attentes praticiennes, elle est scientifiquement atypique dans la mesure où l'on ne peut mettre en regard un savoir de référence relativement stabilisé et accessible. Non que ses composantes savantes ne manquent, mais elles ne sont pas aisément disponibles, donc transférables dans le champ de l'expertise, dans la mesure où elles sont disséminées parmi les recherches de nombreuses disciplines amont et n'ont guère fait l'objet de synthèse dans une perspective communicationnelle. La légitimité même d'une problématique de ce type au sein des sciences de la communication est, du reste, loin d'être évidente (ce qui, en soi, est assez intrigant, voire révélateur).

Tel n'est pas, en revanche, le cas du thème de la diffusion sociale des connaissances scientifiques : ce domaine de recherche a suscité un nombre important de travaux dont la légitimité communicationnelle est incontestée. Dans quelle mesure, cependant, éclairent-ils le second groupe évoqué plus haut, les chercheurs en sciences de la nature, lorsqu'ils sont préoccupés par les problèmes de la culture scientifique et de la vulgarisation ? Il s'agit, là encore, d'attentes praxéologiques simples à formuler tout en portant sur des questions beaucoup plus complexes qu'il n'y paraît de prime abord, donc de problématiques qui supposeraient la mobilisation d'une réelle expertise.

Or, une méta-étude réalisée à la demande de la Commission européenne à partir des nombreux rapports publics produits sur cette question dans le monde (Labasse 1992) nous a conduit à constater, à de rares exceptions près, l'absence systématique de recours à une telle expertise. Les auteurs de ces rapports, généralement des scientifiques confirmés, se saisissaient presque inmanquablement du problème comme s'ils étaient les

premiers à l'avoir abordé et proposaient sans détours une gamme de moyens et d'initiatives « concrètes » qui leur semblaient susceptibles de le résoudre. Aucun enseignement ne semblait donc retiré des études et recherches publiées sur ce thème (auquel sont notamment consacrées deux revues internationales à comité de lecture), alors même que la connaissance de certaines de ces recherches aurait sans doute conduit à invalider ou réorienter bon nombre des mesures prescrites. Ainsi, tel physicien ou chimiste qui n'aurait pas de mots assez sévères contre l'amateur prétendant contribuer à son champ sans en maîtriser la littérature savante peut-il, dès lors qu'il ne s'agit « que » de communication, adopter le même comportement que ce profane, se dispensant même de la revue de question (bilan des recherches antérieures) censé être un automatisme dans sa vie professionnelle. Mais, là encore, on peut se demander dans quelle mesure les connaissances sur ce thème étaient disponibles (synthétisées et assimilables) dans une perspective opératoire qui était rarement la visée des travaux originels.

En tout état de cause, que l'on considère le cas de l'évaluation de l'adéquation textuelle ou celui de la communication des sciences, l'observation du rapport à l'expertise communicationnelle de scientifiques par ailleurs indiscutables permet d'estimer que les lacunes relevées plus tôt dans les champs des médias et des entreprises ne sont pas seulement le fruit de l'athéoricité des praticiens de la communication : si celle-ci contribue vraisemblablement à aggraver cette déficience et à la prolonger dans le temps, elle est loin de suffire à l'expliquer.

Y a-t-il, pour autant quelque chose à expliquer ? L'essence d'une discipline ou d'une inter-discipline résidant dans la seule construction d'un corpus de savoirs, le fait que ce dernier puisse ou non présenter une utilité instrumentale ne saurait être la condition de son apparition ni celle de sa légitimité scientifique. Ainsi, le développement des connaissances sur la communication, au même titre que celles portant par exemple

sur l'antiquité ou sur le langage, pourrait très bien ne pas avoir de rapport organique avec la sphère des pratiques sociales. Cependant, une approche diachronique de ce domaine n'accrédite nullement une telle virginité intellectuelle.

### **Tu m'auras renié trois fois**

Aucun domaine de connaissance ne procède de l'accumulation lente et régulière de sédiments de savoirs. L'évolution d'une discipline - ou d'une interdiscipline - scientifique est marquée par des retournements conceptuels (Kuhn 1983) mais elle l'est souvent aussi par des phases d'expansion institutionnelle, laquelle « s'explique d'abord par des facteurs structurels » (Proulx 1979, 104). Ainsi, les sciences de la communication ont-elles connu au moins trois périodes de bourgeonnement institutionnel si marquées que chacune pourrait être considérée comme la « naissance » de champ. Or, chacune de ces naissances ou renaissances était directement motivée par un besoin d'expertise opératoire.

Les premiers développements d'une pensée communicationnelle construite et organisée remontent clairement aux nécessités délibératives de l'antiquité gréco-romaine. Loin de se réduire au bricolage éhonté dont la tradition platonicienne a transmis l'image, la rhétorique possédait bien certains caractères d'une discipline savante consciente d'elle-même : un large corpus d'observations et d'hypothèses, un objet qui dépasse les habiletés pratiques pour embrasser les formes et conditions de la communication dans la cité (et notamment la théorie de la réception), un corps de spécialistes entretenant un débat d'idées et une didactique qui atteindra avec Quintilien un approfondissement sans précédent. On peut ainsi, à l'instar de Gardes-Tamine, voir dans les sophistes « les premiers professeurs proposant un savoir organisé, transmis [...] à travers un véritable enseignement qui repose sur l'idée que certaines connaissances intellectuelles se transmettent et sont directement utiles » (1996, 22) ou considérer, comme Meyer (1993), que la tripartition entre ethos

(locuteur), logos (discours) et pathos (audience) constituait, deux millénaires avant celui de Shannon (1948) le premier des modèles de relation communicationnelle (du reste beaucoup moins mécaniste que ce dernier). Et si la rhétorique était confrontée, notamment par Platon, à un salutaire mais rude questionnement à la fois épistémologique (scientificité), axiologique (finalité) et praxéologique (efficacité), ces trois problèmes sont précisément ceux que rencontrent aujourd'hui encore les sciences et techniques de la communication<sup>12</sup>.

Une autre « naissance » des sciences de la communication résulte, comme on le sait, de la demande commerciale et politique pour une compréhension instrumentale des médias de masse et de leurs effets, à l'approche de la seconde guerre mondiale. Loin d'être subies, ces perspectives utilitaires étaient revendiquées par les chercheurs, qu'il s'agisse de Lazarsfeld opposant l'« administrative research » (recherche appliquée) à la « critical research » ou de Lasswell préconisant dès 1927 le développement rationnel des techniques « de propagande ». Les cinq premiers programmes de doctorat en communication fondés aux Etats-Unis à partir de 1943, seront, du reste, directement inspirés de cette approche (Proulx 2007). Les problématiques de la discipline pourront encore, vingt ans plus tard, être présentées concentriquement comme « comment être efficace en communication, comment être compris, comment être clair, comment les gens utilisent-ils les médias de masse, comment les nations peuvent-elles se comprendre mutuellement, comment la société peut-elle utiliser les médias de masse pour son plus grand bien et, en général, comment le

---

<sup>12</sup> La structuration tripartite (*Peut-on / Doit-on / Sait-on former à la communication ?*) des actes d'un colloque consacré à l'enseignement de ce domaine (Romeyer 2000) est particulièrement représentative de cette persistance diachronique. Incidemment, le fait que ledit colloque ait été organisé à l'initiative d'étudiants de second cycle plutôt que de chercheurs ou d'institutions prééminents dans le champ est également à remarquer, de même que le fait qu'aucune des communications rassemblées ne soulève réellement le manteau de Noé que constitue le problème de l'expertise discursive et de l'adéquation entre messages et publics.

processus fondamental de la communication fonctionne-t-il » (Schramm 1963, 15)

Une troisième « naissance » institutionnelle, bien qu'on se limite ici à un seul pays, la France, mérite également d'être mentionnée : l'encadrement et la classification très centralisés des disciplines universitaires dans ce pays y rend en effet beaucoup plus explicite qu'ailleurs la formation et la typologie des domaines scientifiques. Or, si les « sciences de l'information et de la communication » (regroupement spécifiquement local) y ont, quantitativement, pris leur essor dans les années 70, « l'impulsion vient d'abord de préoccupations liées à l'enseignement » (Meyriat et Miège 2002, 46), en l'occurrence du développement par l'État de formations pratiques courtes (2 ans) destinées à satisfaire la demande en techniciens supérieurs de secteurs économiques qui connaissent une forte croissance. Ainsi, indépendamment de l'édification théorique de ce champ, ce qui est à l'origine des « Sciences de l'information et de la communication » françaises, avant même leur reconnaissance administrative comme une (inter)discipline autonome, « c'est en priorité la volonté de répondre à des besoins professionnels » (Meyriat et Miège 2002, 53).

Si sélectives et lapidaires qu'elles soient, ces trois fenêtres sur l'édification institutionnelle - plutôt qu'intellectuelle - des sciences de la communication paraissent donc étonnamment difficiles à concilier avec le constat de l'état des connaissances appliquées dans ce domaine, telles que nous les avons évoquées plus haut. Cette discordance est problématique du point de vue épistémologique comme de celui de la sociologie de l'expertise - on y reviendra - mais elle paraît aussi inconfortable pour la construction identitaire de ce domaine d'enseignement et de recherche. Aucune de ces paternités putatives ne constitue en effet une ascendance dont il semble aisé de se réclamer. Là encore, l'approche franco-européenne est particulièrement significative.



Le cas de la rhétorique est le plus frappant : malgré quelques efforts opiniâtres mais très minoritaires - en particulier ceux de Philippe Breton, passim - pour faire reconnaître ce leg, celui-ci est presque invariablement occulté dans l'autohistoire française de la communication, soit par la délimitation de l'aire et de la période traitées (Flichy 1991 ; Miège 1995...), soit, en l'absence d'une telle délimitation, par une omission presque ostensible qui conduira par exemple à évoquer de préférence des pères fondateurs aussi évidents que « Vauban et la topologie fluviale » (Mattelart 1994, p.18). Mais, paradoxalement, exclure la rhétorique de la cité des savants revient encore à s'inscrire dans une tradition qui remonte justement à elle et qui n'est pas, ou pas seulement, axiologique : comme le résume Cousin (dans Quintilien 1975, 52) Cicéron « attribue le dédain des philosophes à l'égard de la rhétorique au fait que la rhétorique est orientée par la pratique, contrairement à la philosophie qui est spéculative ».

Pour leur part, les recherches empirico-fonctionnalistes des années 40 échappent évidemment à une telle expurgation mais sont, elles aussi, présentées comme dépourvues de postérité. Si elles ont un moment paru trouver des échos francophones, en particulier dans les travaux d'Abraham Moles, elles ne sont plus guère évoquées qu'à titre de moment bien circonscrit dans l'édification des théories de la réception, le reste, méthodologies comprises, étant volontiers réduit au souvenir d'égarements scientistes exotiques et heureusement révolus.

Quant au développement des formations professionnalisantes des années 70, dont on a vu qu'il était, en France, assumé comme un point de départ de l'essor de cette interdiscipline, force est de constater que le recrutement universitaire massif dont il a donné le départ ne s'est pas traduit dans ce pays par une floraison d'avancées techniques ou conceptuelles dans ces pratiques qu'il fallait pourtant bien enseigner : au sein de l'abondante production livresque, un seul ouvrage (Vanoye 1973) porte trace d'une timide tentative d'adosser la pratique discursive sur un peu de théorie. Il est vrai que de telles

ambitions demeurent loin d'être encouragées par l'instance chargée d'encadrer les carrières universitaires, sa section consacrée aux sciences de l'information et de la communication ayant statué que les recherches portant sur « la pédagogie et les contenus de l'expression » ne sauraient relever de son champ (71e section 1993, s.p.) et ne permettraient donc pas à un chercheur d'être qualifié dans cette interdiscipline.

Ainsi, par trois fois au moins, les sciences de la communication ont-elles rejeté le nid d'attentes instrumentales dont elles étaient issues. La geste de la recherche en communication, qui pose celle-ci en éternelle résistante aux puissances s'efforçant de la subvertir, possède donc quelques fondements, à ceci près que les attentes opératoires étaient souvent les perspectives mêmes qui avaient suscité son développement. Cependant, cette posture, si respectable qu'elle soit, n'en reste pas moins délicate. Ne se définissant ni par des méthodes propres ni par des paradigmes réellement unificateurs, les sciences de la communication demeurent agrégées par un objet d'étude largement composé de pratiques professionnelles, à l'instar des sciences de l'éducation, de la gestion ou de la santé. Comme ces dernières, elles reposent institutionnellement sur ce que les non spécialistes (des responsables ministériels ou universitaires aux futurs étudiants) pensent être leur promesse didactique et opératoire, alors que leur rapport aux pratiques et aux praticiens n'a d'équivalent chez aucune de leurs homologues. Mais s'il abandonne, de fait, le champ de la communication publique aux seules forces du marché et aux croyances des consultants, cet éloignement ne présente pas que des inconvénients : l'adhésion presque inconditionnelle que les chercheurs d'autres disciplines manifestent parfois envers les visées et les acteurs de leur domaine - enseignants, gestionnaires, médecins... - gagnerait sans doute à s'enrichir d'un dévoilement critique interne sans lequel la connaissance de ces pratiques ne peut que rester partielle (de même qu'à l'inverse, un éloignement radical peut conduire à un aveuglement scientifique opposé). Une autre vertu, plus paradoxale, de cette situation atypique est d'apporter quelques

questionnements ou défis à la sociologie des sciences et techniques, dont Ross (2011) a montré l'intérêt mais aussi la difficulté d'appliquer les modèles analytiques à un domaine comme celui des médias.

### **Des sciences sans conséquences ?**

Les travaux sur la construction et l'appropriation sociale des savoirs scientifiques et techniques se sont traditionnellement focalisés sur le cas, très ostensible, des sciences dites exactes et de leurs prolongements. Dans ce cadre, la question de l'expertise a évolué d'une conception descendante, (concevant celle-ci comme le fruit d'un simple flux de la sphère savante vers la sphère profane) à une conception plus ou moins relativiste (soulignant la légitimité, voire l'équivalence des connaissances ou opinions profanes) puis, dans la perspective de Collins et Evans (2002, 2007), à une approche composite, prenant en compte l'apport des différents groupes impliqués sans pour autant balayer l'idée d'un statut épistémologique propre à la connaissance scientifique.

Collins et Evans proposent ainsi de distinguer plusieurs degrés d'expertise, et opèrent notamment une distinction entre l'« expertise contributionnelle », celle des producteurs de connaissances spécialisées, et l'« expertise interactionnelle », qui permet de comprendre le langage des spécialistes et de débattre de leurs apports, sans pour autant avoir les titres et compétences autorisant à contribuer à leurs travaux. Mais cette distinction n'écarte pas entièrement la difficulté de circonvier, au-delà de l'influence reconnue aux communautés discursives, le problème normatif posé par la notion même d'expertise que son large champ sémantique laisse particulièrement équivoque. Ainsi Ross (2011) a-t-il pu choisir, dans une perspective sociologique compréhensive, d'exploiter ce modèle en envisageant les producteurs de contenus médiatiques éducatifs comme des « experts interactionnels » et les consultants externes comme des « experts contributionnels », la question posée étant surtout de savoir si les professionnels disposaient

d'une expertise les distinguant des utilisateurs-producteurs amateurs du Web 2.0. Or, cette optique, de même que celle d'Anderson (2008)<sup>13</sup>, peut au bout du compte amener à s'interroger sur la possibilité qu'existe, dans le champ des sciences de la communication, et donc sur le même objet, non pas un mais bien deux systèmes d'expertise, indépendants et épistémologiquement incommensurables. Dans un tel cas, on pourrait s'attendre à ce que les discours produits dans un cadre n'aient aucune conséquence significative dans l'autre. C'est bien ce que semblent manifester leurs développements respectifs, les avis des chercheurs n'ayant guère plus d'influence sur l'évolution des pratiques que ceux des praticiens n'en ont sur l'évolution des recherches<sup>14</sup>. Il est vrai que - au contraire des travaux sur l'innovation - les modèles de la diffusion de l'expertise se sont prioritairement préoccupés de situations délibératives où les savoirs étaient mis en jeu dans un vif débat public, souvent en relation avec un risque réel ou perçu. Or, ici, bien que les enjeux liés à l'expertise communicationnelle s'avèrent d'une importance sociale considérable (voir infra), ils ne semblent vraiment perçus comme tels ni par les chercheurs, ni par les praticiens, ni par le public, et paraissent, en tout état de cause, dépourvus d'actualité.

Par ailleurs, un autre élément en faveur de la possibilité de la coprésence de deux systèmes incommensurables est le fait que le statut même qui peut être reconnu à chaque groupe ne coïncide en rien selon la communauté qui l'attribue. Tandis que les universitaires peuvent reconnaître aux professionnels les

---

<sup>13</sup> Notons qu'Anderson, dont l'approche reste marquée - tout en s'en distanciant - de la classique sociologie des professions, souligne pour sa part l'importance de séparer « experts » et « expertise ». Les premiers pouvant être abordés sous l'angle de l'autorité juridictionnelle (le simple fait de revendiquer une légitimité spécifique) tandis que la seconde réclame une analyse plus épistémologique qui n'est pas l'objet de cet auteur.

<sup>14</sup> Rappelons toutefois que certains domaines comme celui des études et mesures d'audience (voir Ségur 2007), ou - quelques décennies plus tôt - celui des sondages d'opinion, peuvent se montrer beaucoup plus propices que d'autres aux échanges et interactions (sans nécessairement que celles-ci enrichissent les connaissances techniques des producteurs discursifs).

plus réfléchis une forme d'expertise interactionnelle, les praticiens, symétriquement, accorderont aux mieux une expertise interactionnelle à ces chercheurs qui « ont peut-être l'avantage de voir les choses de l'extérieur » mais « ont souvent le désavantage de ne pas connaître la profession de l'intérieur et d'ignorer les conditions concrètes du travail. » (Guissard 1998, 10). On pourrait même se demander - comme le suggéreraient les constats empiriques évoqués plus haut - s'il existe tout simplement des experts contributionnels dans un cas comme celui du journalisme. Les chercheurs se définiront facilement - et seront généralement reconnus - comme des « chercheurs ». Les professionnels n'auront pas de mal à se reconnaître et se faire reconnaître comme des « professionnels » (indépendamment des conditions que pourrait poser la sociologie des professions) mais combien, parmi les uns et les autres, se définiraient et seraient définis comme des « experts en journalisme » ? La question est moins triviale qu'il n'y paraît : si l'on considère que l'expertise n'est pas simplement un état objectif lié à la mise en oeuvre de certaines connaissances, mais tout autant une qualité symbolique socialement construite et négociée, alors le fait que celle-ci puisse, en l'espèce, être déniée à chaque communauté par l'autre tout en s'avérant n'être revendiquée par aucune d'entre elles témoigne à nouveau d'une situation assez curieuse.

Ce n'est pas la seule difficulté que soulève la communication, considérée sous l'angle de l'expertise. En effet, si l'interface entre recherches et pratiques dans ce domaine s'avère particulièrement étanche, cette délimitation semble en revanche si mobile qu'elle est difficile à rapprocher des conceptions usuelles. Quelque distance qu'elles prennent avec la hiérarchisation des savoirs, celles-ci n'en admettent pas moins la présence d'une communauté où sont produits des savoirs déclaratifs scientifiquement légitimés et d'une communauté plus large dans laquelle ces savoirs peuvent être mis en débat ou exploités : que l'on parle de « frontière » (Jasanoff 1987) ou de « limites » (Collins et Evans 2002), la démarcation de fait entre la sphère savante et la sphère profane

est toujours postulée. Or, comme on l'a vu, des questions telles que l'adéquation textuelle ou la vulgarisation scientifique transcendent toute démarcation entre savants et profanes : dès lors qu'il s'agit de communication, les chercheurs en médecine ou en sciences de la nature peuvent manifester beaucoup de différences avec les spécialistes et bien peu avec les bétotiens.

Ainsi, confronter la question de la communication aux approches générales de l'expertise, loin de résoudre cette question, tend au contraire à souligner ce qu'elle peut avoir d'atypique, voire d'« anormal » (Anderson 2008), tout en confirmant, plus globalement, les difficultés que connaissent ces approches à rendre compte de domaines scientifiques moins affirmatifs que ceux des sciences de la nature (Ross 2011).

### **Méthodes et sentiments**

Il serait évidemment présomptueux de statuer sur les raisons d'une telle situation, mais il serait tout aussi curieux à ce stade de se dispenser d'avancer quelques hypothèses sur certains des facteurs enchevêtrés qui pourraient y jouer un rôle.

Le plus évident, qui n'est pas spécifique, est la répugnance des sciences humaines et sociales à servir un pouvoir économique ou politique, renforcée, dans les pays ou provinces francophones, par une culture de service public beaucoup plus prononcée que dans le monde anglo-saxon. Mais cette attitude se manifeste, comme on l'a évoqué, à des degrés très variables au sein des disciplines : elle ne suffit pas à expliquer que les sciences de la communication se soient développées selon une orientation très différente de celle, par exemple, des sciences de l'administration ou du commerce.

Un autre facteur, plus spécifique, pourrait résider dans la crainte compréhensible de collaborer au développement de méthodes manipulatoires ou dilatoires. Toutefois, accorder du poids à un tel motif reviendrait à en reconnaître bien peu aux connaissances des spécialistes de ce domaine en leur prêtant la

naïveté suspicieuse de l'homme de la rue ou la crédulité scientifique des adeptes de la PNL. S'il est une chose que les travaux sur la réception ont enseigné, c'est bien le fait que les opinions et attitudes ne se manipulent pas avec un livre de recettes, si sophistiqué puisse-t-il être. Du reste, en considérant les travers de la communication les plus souvent dénoncés - endoctrinement, mystification ou détournement de l'attention collective vers des sujets frivoles - force est de constater que ni la propagande totalitaire ni la marchandisation de contenus purement distractifs, fondées l'une et l'autre sur les rouages grossiers mais puissants de l'ethos et du pathos (ravivés, au besoin d'un peu de marketing), n'ont jamais eu le moindre besoin d'une intelligence avancée des interactions communicationnelles, contrairement au registre le plus faible et le plus difficile, celui du discours fondé en raison. De fait, de multiples éléments empiriques convergents (voir Labasse 2010a) montrent clairement que si, en matière de communication publique, la mauvaise monnaie chasse aisément la bonne, c'est largement le fruit de la méconnaissance des attentes et des compétences réelles des publics - toujours sous-estimées - mais aussi de la rusticité des conceptions discursives et éditoriales qui ont cours et plus généralement du déficit d'expertise de ce champ où consultants et gestionnaires font office de renards libres dans un poulailler conceptuel libre.

Ainsi doit-on penser qu'interviennent dans cette situation des motifs moins superficiels, qui pourraient notamment être liés à l'histoire et l'épistémologie de ce domaine. Ayant très tôt accueilli les bagages de spécialistes venus de multiples disciplines et pris en compte des objets diversifiés, les sciences de la communication, loin de s'avérer le creuset d'un rapprochement paradigmatique, sont devenue plus diverses encore, au fil de la multiplication des objets examinés et des cadres scientifiques convoqués. Il y a 35 ans déjà, Escarpit voyait dans sa synthèse théorique de l'information et de la communication « la dernière chance pour une tentative de ce genre » (1976, 3), les champs couverts devenant « trop nombreux, trop spécialisés » pour une approche globalisante.

S'étant résolues à étudier séparément les phénomènes en fonction des domaines, types de média, genres, situations et groupes sociaux concernés, elles en ont développé une intelligibilité toujours accrue, mais au prix d'un foisonnement d'études de terrain ou de discours, descriptifs ou critiques, dont l'ambition inductive se limite le plus souvent au cas observé. Or, cet empirisme routinier ne rend pas seulement les congrès assez ennuyeux, il peine à produire le genre de savoirs déclaratifs, et notamment de modèles théoriques de moyenne portée qui, vulgarisés, servent de monnaie d'échange entre sciences et pratiques : à un professionnel qui demanderait « qu'avez-vous donc concrètement à me dire que j'aurais vraiment besoin de savoir ? », on serait bien en peine de répondre en quelques phrases assurées : la pratique, paradoxalement, manque de théoriciens (ou d'intégrateurs).

Cette timidité théorique doit évidemment beaucoup aux échecs successifs des tentatives passées et aux limites intrinsèques à toute modélisation passée ou future<sup>15</sup>, mais elle est peut-être aussi liée aux tropismes des cadres externes admis comme légitimes, en particulier les approches ethno-sociologiques et linguistiques dominantes, centrées sur le terrain ou le corpus plutôt que sur l'apport conceptuel effectif. Elle doit autant, à l'inverse, à l'opprobre qui frappe souvent les méthodes quantitatives (voir Souchon 1993) ou, *horresco referens*, les approches expérimentales, dont le réductionnisme est justement soulevé mais dont la portée heuristique, voire prédictive, est obstinément ignorée. Si l'on peut, par exemple, s'interroger sur les raisons de la modestie des connaissances en psycholinguistique cognitive mobilisées au sein d'un domaine s'occupant pourtant d'échanges langagiers de représentations,

---

<sup>15</sup> Lesquelles limites facilitent grandement la déqualification des tentatives de ce type, au risque d'alimenter le soupçon praticien d'une condescendance du champ académique. Ainsi l'éreintement d'un modèle publié dans *Journalism Quarterly* : « ... il faut que les choses soient *claires et concrètes* - tout en étant *scientifiques*. Mais il semble que les résultats auxquels cette volonté aboutit soient plutôt la sursimplification et la stérilité heuristique. » (Winkin, 1996 : 34-35, italiques dans l'original)



on ne peut guère douter des effets de cette omission sur la capacité de ce même champ à répondre, même s'il en avait le désir, aux attentes issues de la sphère des pratiques. En tout état de cause, la prévalence des approches qualitatives ou herméneutiques a posteriori, souvent appuyées sur des cadres théoriques qui laissent à l'analyste une confortable marge méthodologique ou interprétative, ne peut que contraster avec le pragmatisme un peu positiviste du monde professionnel, non seulement lorsqu'il s'agit d'expertise technique mais même lorsque des questions de valeurs - à priori plus ouvertes - sont en jeu : c'est ainsi qu'un responsable éditorial déplorera de ne trouver dans un essai critique « Aucune étude systématique (...) aucune statistique », et réclamera au contraire une approche « sur la base d'une théorie rationnelle et vérifiée » (Joffrin 1998).

On pourrait cependant, s'inspirant de Latour (1992), se demander si la distance entre les chercheurs et les praticiens n'a pas aussi, très humainement (et indépendamment de toute considération politique) une dimension affective tout à fait extra-scientifique. Un examen exploratoire - et donc, à ce stade, purement indicatif - des discours des praticiens des médias sur les recherches qui leur sont consacrées (les autres acteurs de la communication, à supposer qu'ils en aient connaissance - laissent peu de traces de leurs sentiments) permet facilement de constater une fréquence du champ lexical de l'agression (« attaque ») bien supérieure à celle que laisserait prévoir la neutralité axiologique si souvent revendiquée dans la sphère académique. Certes, la fameuse résistance des acteurs au dévoilement est à prendre en compte d'un côté, de même que, de l'autre, le rôle souvent rhétorique de l'invocation wébérienne (le rempart de la « neutralité axiologique » ne devenant guère plus, dans ce cas, que l'équivalent savant de l'« objectivité » journalistique). Il n'en reste pas moins que, si l'on avait la fantaisie d'imaginer, parmi les disciplines construites par leur objet (plutôt que par leur méthode), une gradation caricaturale en fonction de leur rapport affectif à ce même objet, les sciences de la communication ne se trouveraient probablement pas du

côté de la borne extrême que constituent, par exemple, les études féministes ou autochtones. On hésiterait sans doute également à les situer, toujours par exemple, au voisinage des études littéraires, juridiques, ou même des sciences de l'information et des bibliothèques. Mais faudrait-il, pour autant, les placer vers l'autre borne, aux côtés de la criminologie (qui, pour le coup, trahit peu de tendresse pour ceux qu'elle étudie et peu d'enthousiasme pour leurs attentes) ? Un tel exercice de pensée, amalgamant par nature, est évidemment sommaire, mais il ne l'est certainement pas plus que la tentation fréquente de nier, contre toute évidence, le poids de l'affect dans l'orientation individuelle et collective de la recherche. De même que la lecture que l'on fait d'un texte - et celui-ci pourrait en être un bon exemple - peut largement dépendre de positions a priori, de même la perception d'une pratique aussi débattue dans la sphère profane que celle de la communication et des médias peut difficilement se présenter comme détachée de présupposés tout aussi profanes.

Le problème ne réside évidemment pas dans l'existence d'un courant de travaux ou d'essais pouvant heurter les sensibilités praticiennes : outre que ceux-ci sont souvent le fait d'auteurs se situant ostensiblement hors des sciences de la communication, on pourrait, comme on l'a dit, éprouver quelque perplexité vis-à-vis de domaines qui ne bénéficieraient pas d'une réelle tradition de recul critique. En revanche, le possible dédain des chercheurs pour les pratiques qu'ils étudient peut contribuer à expliquer l'interdit tacite (ou, dans le cas de la France, explicite) qui frappe les travaux appliqués et le rejet des problématiques praticiennes. C'est, du reste, ce qui permet d'affirmer que cette désaffection n'est pas seulement « politique » : si la communication en général, et les médias en particulier, peuvent indiscutablement être considérés en tant qu'instruments de gestion du social ou de domination symbolique, c'est au même titre que la médecine, la justice, l'enseignement secondaire ou l'université. Or, si ces derniers ont tous été dûment disséqués sous cet angle, souvent de l'extérieur du champ il est vrai (Foucault, Bourdieu...), tous

bénéficient, par ailleurs largement de travaux résolument appliqués.

### **Confrontations et silences**

S'il semble clair que les sciences de la communication entretiennent globalement avec leur objet constitutif un rapport peu courant au sein des sciences et même des sciences humaines et sociales, la question sous-jacente d'un autre type de particularisme, celui-là géographique ou linguistique, est plus incertaine. S'agissant de l'expertise instrumentale, les éléments empiriques examinés plus haut à propos de la diffusion de connaissances savantes au sein de la sphère des pratiques, ne permettent pas, comme on l'a dit, d'établir d'éventuelles spécificités locales. L'étude des manuels de rédaction professionnelle portait sur un corpus bilingue (anglais et français) rassemblant des ouvrages publiés dans six pays et n'a pas révélé entre ceux-ci de différences vraiment prononcées : si les ouvrages anglo-saxons étaient parfois plus approfondis, la recherche n'y jouait pas de rôle explicite. De même, les observations sur le recours à la notion de lisibilité dans les recherches médicales ont été menées sur des publications internationales rédigées en anglais, tandis que celles concernant les rapports publics sur la communication des sciences se fondaient sur des documents aux origines géographiques très variées.

En somme, si l'on s'en tient à l'apport effectif, concret, des recherches savantes aux connaissances opératoires, le bilan paraît modeste quelque soit l'endroit où on le dresse. A l'opposé du spectre, la critique sociale des pratiques de communication n'est pas moins vive dans le monde anglo-saxon, que l'on considère les recherches (Curran, McChesney, Smythe...) ou les essais externes (Chomsky...). Du reste, à supposer que ces étiquettes aient un sens, les désignations des écoles critiques canonisées (« de Francfort », « de Birmingham ») n'annoncent en rien une spécificité francophone ou, plus généralement, latine. Dès lors, les différences de fréquence entre les

cooccurrences francophones et anglophones de « communication » et « appliquée/applied » remarquées en ouverture de cet article ne seraient-elles que l'artefact qu'un examen aussi superficiel pouvait faire craindre ? C'est évidemment possible, mais ce n'est pas certain. Si une différence existe, ce n'est pas à l'une ou l'autre des extrémités du spectre qu'il faut la chercher, et ce n'est de toute façon pas là qu'elle importerait. La question de l'expertise se situe évidemment au centre de ce spectre, le croisement des théories et des pratiques n'ayant de sens qu'à mi-chemin des unes et des autres. Or, un examen rapide permet, sinon de démontrer, du moins de supposer l'existence de dissemblances, non seulement entre les sphères anglophones et francophones mais même, au sein de cette dernière, entre les recherches franco-canadiennes et franco-européennes. Celles-ci peuvent s'approcher, d'une part, en termes de métissage et, d'autre part, de confrontation intellectuelle.

Le métissage est à la fois celui des origines académiques et celui des chercheurs eux-mêmes. En Amérique du Nord anglophone, on le sait, les sciences de la communication ne se sont pas construites sur un terrain vierge : celui-ci était occupé par une solide tradition d'enseignement de la rhétorique (les programmes en Speech Communication) dont les problématiques et visées praxéologiques se sont diluées dans le nouvel ensemble sans y disparaître. D'où, notamment, l'existence d'au moins une revue (Cissna 1982, 2000) et de plusieurs ouvrages explicitement consacrés à la « communication appliquée »<sup>16</sup>. D'où, aussi, la légitimité d'une introspection pédagogique (comment former des praticiens compétents ?) explicite par exemple dans l'introduction au « numéro du millénaire » du *Canadian Journal of Communication* (Lorimer 2000) mais dont les implications sont plus aisées à éluder sous d'autres cieux. Le métissage est aussi

---

<sup>16</sup> Dans lesquels la communication publique médiatisée est - relativement - peu présente, en comparaison de la communication interpersonnelle dans des domaines comme l'intervention communautaire ou sanitaire.

celui des universitaires eux-mêmes, notamment dans le cas des études en journalisme. Sans détailler ici ce dernier (voir Labasse 2010b), on signalera notamment que le taux des professeurs titulaires venus du monde professionnel n'a rien de commun avec ce qu'il est dans les universités françaises où les cours identifiés comme « pratiques » sont volontiers abandonnés à des intervenants externes au statut précaire. Or, force est de constater que la totalité des méthodes et concepts opératoires qui ont cours dans ce champ - depuis la construction en pyramide inversée jusqu'à l'investigation quantitative (« data journalism »), en passant, par exemple, par le « nouveau journalisme » subjectif et l'information-service (« news you can use ») des années 70 - vient de l'Amérique anglophone, l'apport conceptuel francophone à la pratique journalistique étant pour sa part indiscernable. Sans le réduire à un simple lien de cause à effet, on peut penser que la présence de véritables professeurs-praticiens a largement contribué à expliciter et nommer, bref à construire, toutes les notions importées ensuite dans les manuels et les cours techniques francophones<sup>17</sup>.

L'autre différence perceptible - liée, mais seulement en partie, à la précédente - repose sur la dynamique de la confrontation des idées et des méthodes. Si, comme on l'a dit, le monde anglophone (et/ou nordique ?) n'a rien à envier à son équivalent francophone (et/ou latin ?) en termes de recherches critiques, lesquelles y sont même plus volontiers revendiquées comme telles (radical criticism), c'est dans le cadre d'un débat animé entre les orientations de recherche, administrative ou critique, quantitative ou qualitative, subjectiviste ou objectiviste, etc. Ce bouillonnement dialectique est particulièrement bien représenté par les contributions rassemblées par le Journal of Communication dans le numéro

---

<sup>17</sup> A l'inverse, des innovations francophones, par exemple celles introduites par le quotidien *Libération* sont restées au mieux des cas d'espèce, faute d'être nommées, explicitées et débattues par des professeurs assumant une position médiane entre science et pratique.

spécial judicieusement rebaptisé « Ferment in the Field » (JoC, 33(3), 1983) : s'ils adoptaient des postures affirmées, les auteurs, majoritairement états-uniens, n'en reconnaissent pas moins l'existence des approches différentes de la leur, lesquelles pouvaient ainsi se trouver contestées dans leur méthodologies, leurs résultats, voire leur idéologie conservatrice ou progressiste sous-jacente, mais non rejetées arbitrairement hors de la science légitime. Dix ans plus tard, dans un nouvel examen collectif organisé par le même journal, le bilan provisoire de cette « fermentation » manifeste un certain désappointement, mais les vertus de celle-ci demeurent célébrées. Elle a même pu être mise en avant, de façon convaincante, comme une propriété essentielle des sciences de la communication : dans un article influent, Craig (1999) a montré que les différentes traditions de recherche, au-delà de, mais aussi grâce à, leurs différences et leurs oppositions pouvaient constituer la matrice métadiscursive générale qui constituerait enfin ce domaine, prenant de surcroît en compte les représentations et attentes profanes mais aussi la légitimité des problèmes pratiques.

Au confluent des traditions franco-européennes et états-uniennes (c'est là un lieu commun, mais souvent confirmé<sup>18</sup>), le Canada francophone traduit pour sa part une aptitude particulière à la prise en compte d'orientations multiples. Une enquête menée à la fin des années 70 auprès des chercheurs, alors assez peu nombreux, qui se réclamaient de ce champ relevait ainsi la pluralité de leurs origines de leurs cadres théoriques et de leurs problématiques, notant incidemment que « l'articulation entre l'aspect pratique (application, opérationnalisation, intervention) et l'aspect formel (théories, logique) du modèle scientifique semble être une question préoccupante pour de nombreux chercheurs. » (Proulx 1979, 117). Cette diversité d'approches, qui s'est maintenue, n'a bien entendu rien d'un irénisme : « Les mêmes clivages qu'ailleurs dans le monde opposent l'approche administrative et

---

<sup>18</sup> Voir, par exemple, l'étude bibliométrique de Ramírez y Ramírez 2010.

l'approche critique. La recherche qualitative et la recherche quantitative y ont également leurs ardents défenseurs et leurs pourfendeurs. » (Tremblay 2002, s.p.). Mais l'idée même que ces clivages soient des composants normaux du champ de la recherche en communication témoigne d'une perspective dialectique moins universelle qu'il n'y paraît.

Comparé à l'Amérique du Nord, il s'avère, en effet, singulièrement difficile de repérer les traces de tels débats en Europe francophone, où pourtant l'on n'est pas moins loquace qu'ailleurs sur les origines et perspectives de son champ disciplinaire et loin d'être moins enclin aux luttes de factions, voire d'institutions. Si l'on arrive à trouver dans les revues françaises de très rares articles se risquant à défendre, ici l'intérêt des approches quantitatives (Souchon 1993) ou, là, celui de la recherche appliquée (d'Haenens 1996), ils ne témoignent guère de l'existence de courants acceptés. Tout au contraire, le fait que leurs auteurs occupent presque invariablement une position décalée par rapport au champ, soit liée à l'industrie (Souchon), soit étrangère (d'Haenens) donne à penser que de tels propos seraient difficilement concevables pour un universitaire local soucieux de sa carrière. Un indice convergent est, dans le cas de la formation au journalisme, le fait que les controverses récurrentes qui opposent, dans le monde anglo-saxon et ailleurs, les enseignants-praticiens et les enseignants-savants soient ici quasiment invisibles (Labasse 2010b), soit que les conditions minimales d'un tel débat ne sont pas réunies, soit que celui-ci n'est pas jugé digne de considération scientifique.

Dans une discipline où l'on n'ignore rien de ce que le silence peut recouvrir de violence symbolique, l'effacement ou le contournement de certains des questionnements théoriques, méthodologiques, praxéologiques ou pédagogiques perçus comme légitimes en d'autres lieux sont difficiles à attribuer au hasard. Bien entendu, un panorama si hâtif ne rend pas justice à quelques approches moins indifférentes à la question de l'amélioration des pratiques, par exemple celle de Mercier

(2007) qui explicite clairement le potentiel réformiste des savoirs en communication, mais il n'en reste pas moins que la question de l'expertise paraît, en Europe francophone, en dessous du seuil de perception où l'on se donnerait, à minima, la peine de la discuter (ne serait-ce que pour en argumenter l'exclusion).

### **Conclusion**

Dès lors que la communication, quelles qu'en soient les formes ou motivations, peut se ramener à l'échange discursif de représentations sur un état du monde, l'aptitude à assurer cet échange est nécessairement au centre des processus communicationnels, simples ou complexes, individuels ou collectifs. Elle pose de ce fait à ceux qui se proposent d'étudier ces processus, ou, a fortiori, à ceux qui envisagent d'en former les acteurs, des questions non moins centrales. Dans cet article, nous avons tenté de contribuer à la visibilité de ces questions en recourant successivement à trois éclairages complémentaires.

D'un point de vue empirique, l'observation de l'apport concret des savoirs universitaires à différents problèmes « concrets » de la communication confirme la présence d'une frontière remarquablement étanche entre recherches communicationnelles et problématiques appliquées, y compris - ce qui est plus inattendu - lorsque ces dernières proviennent de scientifiques d'autres domaines.

D'un point de vue plus épistémologique (mais nécessairement plus sujet à discussion) la distance entre les constructions institutionnelle et identitaire de ce champ nous a paru, elle aussi, témoigner d'une situation très singulière, ce que tend à confirmer son examen à l'aune de la sociologie de l'expertise.

D'un point de vue comparatiste, enfin, il nous a semblé possible de risquer quelques hypothèses qui pourraient contribuer à expliquer l'originalité de ce champ par rapport à d'autres disciplines mais aussi aider à s'interroger sur l'existence, au



sein même de ce champ, d'éventuelles différences régionales dans la prise en compte ou le rejet des problématiques opératoires.

Cette dernière question reste évidemment ouverte. Mais, si spéculative soit-elle, elle n'en est pas moins essentielle. Tant qu'il n'aura pas été abordé de front (y compris si c'est finalement pour le rejeter au terme de réflexions approfondies) le problème de l'expertise restera une tache obscure au cœur des sciences de la communication, des discours que celles-ci tiennent sur elles-mêmes, de l'intelligibilité des pratiques qu'elles étudient, des enseignements qu'elles dispensent et même des conséquences sociétales qu'elles sont prêtes à assumer.

### Références

Anderson, Christopher W. 2008. "Journalism: Expertise, Authority, and Power in Democratic Life." In *The Media and Social Theory*, edited by David Hesmondhalgh and Jason Toynebee, 248-263. New York: Routledge.

Bell, Allan. 1991. "Audience accomodation in the mass media." In *Contexts of accomodation: developments in applied sociolinguistics* edited by Howard Giles, Justine Coupland and Nikolas Coupland, 69-102. Cambridge: Cambridge University Press.

Benguigui, Alexis. 1980. "Style de vie, sociologie et marketing." In *Compte-Rendu des XXe Journées de l'IREP*, 5-13. Paris: IREP.

Bourdieu, Pierre. 1987. *Choses dites*. Paris: Éditions de Minuit.

Cissna, Kenneth N. 1982. "Editor's note: What is applied communication research?" *Journal of Applied Communication Research* 10: 1-3.

Cissna, Kenneth N. 2000. "Applied Communication Research in the 21st century." *Journal of Applied Communication Research* 28(2): 169-173.

Collins, Harry M., and Evans, Robert. 2002. "The Third Wave of Science Studies: Studies of Expertise and Experience." *Social Studies of Science* 32(2): 235-296.

Collins, Harry M., and Robert Evans. 2007. *Rethinking expertise*. Chicago: University of Chicago Press.

Comité National d'Évaluation. 1993. *Les sciences de l'information et de la communication*. Paris: Comité National d'Évaluation.

Cottle, Simon. 2000. "New(s) Times: Towards a 'Second Wave' of News Ethnography." *Communications* 25(1): 19-42.

Craig, Robert T. 1999. "Communication Theory as a Field." *Communication Theory* 9(2): 119-161.

D'Haenens, Leen. 1996. "Réalisation, réception et recherche." *Réseaux* 77: 135-158.

DeWerth-Pallmeyer, Dwight. 1997. *The audience in the news*. Mahwah, NJ: Lawrence Erlbaum Associates.

Douël, Jacques. 1981. *Le journal tel qu'il est lu*. Paris: Éditions du CFPJ.

Du Roy, Albert. 1992. *Le serment de Théophraste*. Paris: Flammarion.

Escarpit, Robert. 1976. *Théorie générale de l'information et de la communication*. Paris: Hachette.

Flichy, Patrice. 1991. *Une histoire de la communication moderne*. Paris: La Découverte.

Gardes-Tamine, Joëlle. 1996. *La rhétorique*. Paris: Armand Colin.

Guissard, Lucien, ed. 1998. *Le pari de la presse écrite*. Paris: Bayard.

Heyward, Andrew. 1997. "The seven daily sins of television news". *Television Quarterly* 28(4): 71-75.

Jasanoff, Sheila. 1987. "Contested Boundaries in Policy-Relevant Science". *Social Studies of Science* 17(2): 195-230.

Joffrin, Laurent. 1998. Presse: à ceux qui se trompent de procès. *Libération*, 12 mai 1998, p.34.

Kuhn, Thomas S. 1970. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris: Flammarion, 1983.

Labasse, Bertrand 1999. *La médiation des connaissances scientifiques et techniques*. Bruxelles: Commission européenne.

Labasse, Bertrand 2006. *La communication écrite; Une matière en quête de substance*. Lyon: Éditions Colbert.

Labasse, Bertrand. 2009. "L'écrit professionnel: ambiguïtés et identités d'un objet académique indistinct." *Pratiques* 143: 233-248.

Labasse, Bertrand. 2010a. "Éléments pour une éthique amoralisée du journalisme." In Marc-François Bernier, *Actes du colloque Les journalismes: réalités plurielles, éthique commune ?* Ottawa: Université d'Ottawa.

Labasse, Bertrand. 2010b. "Le rôle des stéréotypes dans la bipolarisation des formations au journalisme." *Les Cahiers du journalisme* 21: 12-37.

Lardellier, Pascal. 2008. "Arrêtez de décoder ! ; Une généalogie critique des pseudosciences du « décodage non-verbal »." *Communication & langages* 155: 115-131.

Latour, Bruno. 1992. *Aramis, ou l'amour des techniques*. Paris: La Découverte.

Lazarsfeld, Paul. 1941. "Remarks on Administrative and Critical Communications Research." *Studies in Philosophy and Social Sciences* 9(1): 2-16.

Le Bohec, Jacques. 2000. *Les mythes professionnels des journalistes*. Paris: L'Harmattan.

Lorimer, Rowland. 2000. "Communications teaching and research - Looking forward from 2000". *Canadian Journal of Communication* 25(1): 9-17.

Mattelart, Armand. 1994. *L'invention de la communication*. Paris: La Découverte.

Mercier, Arnaud. 2007. "Sciences de la communication et journalisme: de la compréhension des dérives à l'amélioration des pratiques". *Studies in communication sciences* 7(1): 53-74.

Meyer, Michel. 1993. *Questions de rhétorique*. Paris: Librairie générale française.

Meyriat, Jean and Bernard Miège. 2002. "Le projet des SIC: de l'émergent à l'irréversible (fin des années 1960-milieu des années 1980)". In *Les origines des sciences de l'information et de la communication*, edited by Robert Boure, 45-70. Villeneuve d'Ascq: Presses du Septentrion.

Microsoft Corporation. 2006a. *Technical article 267964 - Flesch readability statistics in Word 2002 may differ from Flesch readability statistics in Word 2000*. Richmond: Microsoft.

Microsoft Corporation. 2006b. *Technical article 292069 - Readability statistics incorrect or missing in Word*. Richmond: Microsoft.

Microsoft Corporation. 2007. *Technical article 888508 - Description of the proofing tools update for the Office 2003 post-Service Pack 1 hotfix package*. Richmond: Microsoft.

Miège, Bernard. 1995. *La Pensée communicationnelle*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Morot, Bernard. 2000. *France, ta presse fout le camp*. Paris: L'Archipel.

OCDE. 2000. *Les Principes de l'OCDE des Bonnes pratiques de laboratoire (BPL) - N°5: Respect des principes de BPL par les fournisseurs d'équipements de laboratoire*. Paris: OCDE (ENV-JM-MONO(99)21).

Proulx, Serge. 1979. "Les communications: vers un nouveau savoir savant?" *Recherches sociographiques* 20(1): 103-117.

Proulx, Serge. 2007. "Naissance des sciences de la communication dans le contexte militaire des années 1940 aux Etats-Unis". *Hermès* 48: 61-67.

Quintilien. 1975. *Institution Oratoire, Livre I*. Translated by Jean Cousin. Paris: Belles Lettres.

Ramírez y Ramírez, Karla Margarita. 2010. *Analyse bibliométrique des revues Canadian Journal of Communication et Communication 1974-2005*. PhD diss., Québec: Université Laval.

Rieffel, Rémy. 2001. *Sociologie des médias*. Paris: Ellipses.

Romeyer, Hélène, ed. 2000. *L'impossible formation à la communication*. Paris: L'Harmattan.

Roshan, Amit, Suresh K. Agarwal and Rja England. 2008. "Role of information available over the internet: what are the parents of children undergoing tonsillectomy likely to find?" *Annals of the Royal College of Surgeons of England* 90: 601-605.

Ross, Philippe. 2011. "Is there an expertise of production? The case of new media producers". *New Media & Society* 13: 912-928.

Ruellan, Denis. 1993. *Le professionnalisme du flou: Identité et savoir-faire des journalistes français*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Schlesinger, Philip. 1978. *Putting "reality" together: BBC news*. Londres: Constable.

Schramm, Wilbur Lang, ed. 1963. *The science of human communication: New directions and new findings in communication research*. New York: Basic Books.

Séguir, Céline. 2007. "Les interventions des praticiens aux recherches académiques sur les téléspectateurs en France. Effets de la diffusion de compétences." *Communication* 25(2):79-106

Servan-Schreiber, Jean-Louis. 1973. *Le pouvoir d'informer*. Paris: Robert Laffont.

Shannon, Claude E. 1948. "A Mathematical Theory of Communication." *The Bell System Technical Journal* 27: 379-423 & 623-656. (Reprint: Bell Laboratories, 1998, Murray Hill, NJ: Bell Laboratoires).

Soixante et onzième section du Conseil national des universités. 1993. *Les domaines de compétence de la 71e section*. Paris: Conseil National des Universités.

Souchon, Michel. 1993. "Le vieux canon de 75." *Hermès* 11-12: 233-245.

Tremblay, Gaëtan. 2002. "Le développement de la recherche en communication: éléments pour une analyse comparée Brésil-Canada." *Actes du colloque L'Amérique, terre d'utopies: les défis de la communication sociale. Salvador de Bahia, Brésil, 1er et 2 septembre 2002.*

Valette-Florence, Pierre. 1994. *Les styles de vie. Bilan critique et perspectives.* Paris: Nathan.

Vanoye, Francis. 1973. *Expression, Communication.* Paris: Armand Colin.

Winkin, Yves. 1996. *Anthropologie de la communication.* Bruxelles: De Boeck.